



Syndicat Mixte de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau
20, Cité des Entreprises - Z.I. du Tubé Sud
13800 ISTRES
Site Web: www.symcrau.com

BORDEREAU D'ENVOI

Dossier suivi par Christelle POLYCARPE
Tél : 04.42.56.64.86
Mail: contact@symcrau.com

Liste des pièces adressées le 21 JAN. 2019
A
Monsieur le Sous-Préfet d'Istres

DESIGNATION DES PIECES	N°	Date des actes
Délibération : Débat d'orientations budgétaires présenté sous forme de rapport	N° 04/19	10 janvier 2019

Fait à Istres le 21 JAN. 2019

La Présidente du SYMCRAU,

Céline TRAMONTIN



ACCUSE DE RECEPTION :
Déposé en Sous-Préfecture d'Istres le :

Sous-Préfecture d'Istres (Tampon-dateur de la Sous-Préfecture) 21 JAN. 2019 Courrier arrivé
--



Syndicat Mixte de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

N° 04/19

Objet de la délibération : Débat d'orientations budgétaires présenté sous forme de rapport

L'an deux mille dix neuf
et le dix janvier
le Comité Syndical du Syndicat Mixte
de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau
régulièrement convoqué s'est réuni,
en nombre prescrit par la loi
sous la présidence de Mme Céline TRAMONTIN

Étaient présents :

- **Membres à voix délibérative :**
Mme Martine ARFI, M. Vincent BONFILLON, Mme Corine BOUYA, M. Alain DERVIEUX, M. Yves GARCIA, Mme Mireille HENRY, Mme Jacqueline HERVY, M. Daniel HIGLI, M. Patrick LEVEQUE, M. Louis MICHEL, M. Michel MILLE, M. Vincent PETISI, M. Louis PHILIPPE, M. Jean-Louis PLAZY, Mme Céline TRAMONTIN, M. Yves WIGT
- **Pour les membres à voix consultative :** néant
- **Procurations :**
De Monsieur André MANELLI à Mme Mireille HENRY
De M. Henri PONS à M. Yves WIGT
De Mme Marylène BONFILLON à M. Vincent BONFILLON

Membres à voix délibérative en exercice : 31 Membres à voix délibérative présents : 16 Procurations : 3 Membres à voix délibérative (présents +procurations) : 19
--

Secrétaire de séance : Mme Mireille HENRY

Rapporteur : Mme Céline TRAMONTIN

En vertu de l'article L.5722-1 du CGCT, la gestion du Syndicat mixte, est assimilée à celle d'une commune de plus de 3 500 habitants. Celles-ci doivent obligatoirement organiser un débat d'orientation budgétaire dans les deux mois précédents le vote du budget primitif. Ce débat n'a aucun caractère décisionnel mais doit néanmoins faire l'objet d'une délibération avec vote.

VU l'article 107 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015, dite loi NOTRe et le décret 2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientation budgétaire, le rapport d'orientation budgétaire des établissements publics qui comprennent au moins une commune de 3500 habitants et plus, tel que le SYMCRAU, doit comporter :

- ✓ Les orientations budgétaires envisagées portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement,
- ✓ La présentation des engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement comportant une prévision des dépenses et des recettes.
- ✓ Des informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette le cas échéant, et les perspectives pour le projet de budget.

Comme pour l'exercice 2018, le rapport présente, en outre, l'évolution prévisionnelle de la structure des effectifs et des dépenses de personnel pour l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.2312-1,

VU le rapport d'orientations budgétaires ci-joint,

Le Comité :

OUI l'exposé de Mme la Présidente, présentant le rapport d'orientations budgétaires

APRES en avoir délibéré,

A L'UNANIMITE des membres présents,

PREND ACTE de la tenue du débat d'orientations budgétaires 2019 présenté sous forme de rapport ci-joint,

AUTORISE la Présidente à signer les pièces nécessaires,

AINSI fait et délibéré à Istres, les an, mois et jour susdits.

**La Présidente du Syndicat Mixte de gestion
de la nappe phréatique de la Crau,**

Céline TRAMONTIN

Conformément à l'article R421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

RAPPORT N° 4 :

Objet : Rapport d'Orientations Budgétaires

En vertu de l'article L.5722-1 du CGCT, la gestion du Syndicat mixte, est assimilée à celle d'une commune de plus de 3 500 habitants. Celles-ci doivent obligatoirement **organiser un débat d'orientation budgétaire dans les deux mois précédents le vote du budget** primitif. Ce débat n'a **aucun caractère décisionnel** mais doit néanmoins **faire l'objet d'une délibération avec vote**.

Vu l'article 107 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015, dite loi NOTRe et le décret 2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientation budgétaire, le rapport d'orientation budgétaire des établissements publics qui comprennent au moins une commune de 3500 habitants et plus, tel que le SYMCRAU, doit comporter :

- ✓ **Les orientations budgétaires** envisagées portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement,
- ✓ **La présentation des engagements pluriannuels**, notamment les orientations envisagées en matière de **programmation d'investissement comportant une prévision des dépenses et des recettes**.
- ✓ **Des informations relatives à la structure** et la gestion de l'encours de dette le cas échéant, et les perspectives pour le projet de budget.

Comme pour l'exercice 2018, le rapport présente, en outre, **l'évolution prévisionnelle de la structure des effectifs et des dépenses de personnel** pour l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

La présentation de ce rapport par l'exécutif doit donner lieu à un débat, dont il sera pris acte par une **délibération spécifique de l'assemblée délibérante, et fera l'objet d'un vote**. L'assemblée délibérante prendra non seulement **acte de la tenue du débat**, mais également de **l'existence du rapport** sur la base duquel se fonde le DOB.

1) Le contexte général et les grandes orientations 2019

Le premier objectif du DOB est de **mettre en discussion les priorités d'intervention** de la structure dans le contexte financier et administratif de celle-ci.

1-1 Evènements marquant 2018

L'année 2018 s'est inscrite dans la poursuite de la mise en œuvre du programme d'actions du contrat de nappe mais aussi et toujours dans le contexte de réformes institutionnelles en cours dans les collectivités et la politique de l'eau.

Sur le contexte général :

- La mise en place de la compétence GEMAPI a conduit les territoires (celui de la métropole d'un côté et celui d'ACCM de l'autre) à engager des Schémas

d'Organisation des Compétences Locales sur l'Eau (SOCLE). Ceux-ci se sont poursuivis en 2018. La gestion de la ressource en eau, cœur de métier du SYMCRAU, demeure peu voire pas prise en compte dans ces démarches. A court terme, aucun changement ne sera donc à attendre de ces démarches mais il est à craindre à plus long terme que l'absence d'identification de ces missions conduise à l'absence de programmations financières les concernant.

- L'adoption du 11^{ème} programme de l'Agence de l'Eau dans un contexte de réduction drastique de ses moyens (mise en place du plafond mordant, financement de la biodiversité et de la chasse, ...), pour les années à venir, laisse présager un recentrage des financements vers les priorités du SDAGE. La plus grande vigilance sera nécessaire dans l'identification de l'aquifère de la Crau dans le programme de mesures. Par ailleurs, une tendance nette à la réduction des durées d'engagement sur les financements de postes laisse présager des tensions sur ces financements à l'avenir. Peut-être faudra-il aller vers l'intégration des ETP des agents dans chaque action conduite par le Syndicat.
- Au niveau régional aussi la politique de l'eau est en concurrence avec d'autres malgré l'engagement dont la Région Sud a fait preuve en demandant le décret d'animation sur la gestion de la ressource en Conseil d'Etat. Il en découle des arbitrages non négligeables parmi lesquels l'arrêt du financement des opérations conduites en régie par les structures de gestion de l'eau. Concrètement le SYMCRAU perd les financements complémentaires du poste de chargé de mission suivis, réseaux et connaissances (30%). Pour des raisons d'optimisation financière, faut-il s'orienter vers une externalisation du suivi et de l'entretien des réseaux au risque de perte d'information et de qualité, c'est une question.
- Au niveau du bassin de la Durance, la structuration du Schéma d'aménagement et de Gestion des Eaux avance avec des réflexions en cours sur la structuration de la Commission locale de l'Eau
- Sur la Crau, il est à noter la mise en suspens du Contrat de Canal.

1-2 Rappel des missions statutaires du Syndicat :

Le Syndicat a pour « missions statutaire notamment, en liaison avec les orientations du SDAGE, de :

- Capitaliser l'ensemble des données afférentes à la nappe et réaliser les études qu'il jugera nécessaires pour approfondir la connaissance de la nappe phréatique de la Crau
- Veiller à ce que les aménagements, les études et les travaux ayant un impact direct sur les systèmes hydrauliques superficiels, la nappe de Crau et leur environnement, respectent les objectifs généraux de préservation des milieux et de sécurité,
- Suivre les études et opérations nécessaires à une bonne qualité des eaux superficielles et souterraines et à la mise en valeur des milieux aquatiques en général,
- Suivre la mise en place d'une gestion rationnelle des prélèvements, notamment souterrains,
- Participer à la négociation de financements auprès des partenaires financiers,
- Associer à sa demande tous les partenaires publics, associatifs ou privés qu'il jugera utile dans un but de concertation, de coordination et d'approche globale, et préparer toute

politique contractuelle correspondante,

- Assurer la maîtrise d'ouvrage de toutes les opérations de gestion nécessaires à la préservation de la nappe de la Crau,
- Assurer une coordination entre les différents acteurs du bassin versant visant à promouvoir une gestion globale et concertée de la nappe de la Crau et des milieux aquatiques associés à travers la mise en œuvre d'un document de planification de type charte, contrat de milieu, SAGE ou tout autre outil existant,
- Assurer une assistance à la maîtrise d'ouvrage aux membres du Syndicat, une mission de conseil ou d'expertise pour des opérations ou des projets liés à la nappe de la Crau »

1-3 Bilan des actions 2018 et priorités 2019 :

Observer et anticiper :

- Le réseau de suivi quantitatif et qualitatif :

Objectif :

Disposer d'une vision de l'évolution de la qualité des eaux souterraines et en temps réel de l'évolution du niveau de la nappe

Mise en œuvre 2018	Priorité 2019
<ul style="list-style-type: none">- Quantité : suivi, maintenance et exploitation des données des 23 piézomètres SYMCRAU, analyse des 10 points des autres réseaux partenaires (INRA, BRGM)- Qualité : échantillonnage (hautes et basses eaux) et exploitation des données des 17 Qualitomètres- Audit du réseau qualité	<ul style="list-style-type: none">- Poursuite du suivi- Nouveau marché pour les analyses de laboratoire- Campagne thématique...
Coûts : 23 000 €	Coûts : 30 000 €

- L'observatoire de la nappe :

Objectif :

Recenser, inventorier et diffuser à un large public les données et études liées aux eaux souterraines et à l'occupation des sols en Crau

Mise en œuvre 2018	Priorité 2019
<ul style="list-style-type: none">- animation et mise à jour régulière de l'observatoire- mise à disposition des données lors des demandes- Transmission d'un bulletin quantitatif mensuel- Réalisation de bulletins quantitatifs et qualitatifs annuels	Poursuite du dispositif à l'identique
Coûts : 1 500 € +15 jours de travail	Coûts : 1500 € +15 jours de travail

- Le modèle hydrogéologique :

Il s'agit d'un **outil de calcul innovant** capable de **simuler le niveau de la nappe** en fonction de paramètres physiques, climatiques et agronomiques) et **la migration de polluants** dans les eaux souterraines.

Objectif :

Disposer d'un outil de simulation de la sensibilité de la nappe à des projets (aménagement, nouveau captage...),

Réaliser des simulations prospectives liées à d'éventuelle modification de la recharge de la nappe

Simuler le transfert de polluant depuis la surface (extension d'un panache de pollution, temps de transfert ...)

Mise en œuvre 2018	Priorité 2019
- Mise à jour du modèle en vue de son utilisation dans le cadre de l'étude SINERGI intégration de la nouvelle carte d'occupation des sols – cf SINERGI, intégration des données de prélèvements, ...)	Utilisation du modèle pour la simulation des impacts sur les usages et les milieux de scénarios d'évolution de la recharge et des prélèvements (SINERGI)
40 jours de travail	0 (compris dans SINERGI)

Connaître :

- L'ERS (Etude Ressource Stratégique) :

Objectif :

Définir des zones de sauvegarde pour préserver les besoins actuels et futurs en eau potable

Mise en œuvre 2018	Priorité 2019
- délibération des collectivités et EPCI-FP concernés - identification d'actions partenariales pour la préservation des zones de sauvegarde (discussions avec profession agricole, canalisations enterrées,)	- Définition d'un plan d'actions opérationnel pour la préservation des ZS - Intégration des actions à la 2nde phase du Contrat de nappe
30 Jours de travail	40 Jours de travail

- L'étude SIMBA (Surveillance des Intrusions Marine en Basse crAu)

Objectif :

Mettre en place un réseau de suivi du biseau salé pour connaître son état et sa variabilité dans l'espace et dans le temps,

- Identifier l'origine de la salinité et comprendre les facteurs de contrôle de son évolution;
Optimiser un réseau de surveillance à long terme et définir des mesures de gestion pour limiter les intrusions marines (si nécessaire)

Mise en œuvre 2018	Priorité 2019
- Suivi de l'étude avec le BRGM - Campagne d'analyses et de terrain	- fin de l'étude SIMBA en début
Coût : 34 020 € + 50 jours de travail	Coût : environ 46 000 € étude + environ 55 000 € investissement

- L'étude SINERGI (Sensibilité de la Nappe aux conditions de prElèvements et de Recharge et Gestion de crlse)

Objectif :

Connaitre les volumes exploitables dans la nappe en fonction des conditions de recharge,

Définir des côtes piézométriques de référence pour anticiper et gérer les situations de tension sur la ressource.

Cette étude mobilisera le modèle hydrogéologique pour tester des scénarios de prélèvement et surtout de recharge. Il est souhaitable que le SYMCRAU soit assisté d'un expert en hydrogéologie et d'un cabinet de concertation pour accompagner le projet.

Mise en œuvre 2018	Priorité 2019
-Lancement et suivi de l'accompagnement du marché - Poursuite de la mise à jour du modèle	Utilisation du modèle pour la simulation des impacts sur les usages et les milieux de scénarios d'évolution de la recharge et des prélèvements (SINERGI) Phase2 et 3 de l'étude
Coûts : 39 000 €	Coûts : environ 52 000€ + 50 jours de travail

- L'étude Zones Humides : action C3-5 du contrat de nappe

Objectif :

Définir les besoins en eau des milieux naturels alimentés par la nappe, en quantité et en qualité pour définir les limites d'exploitation des eaux souterraines

Il s'agira de :

- produire une synthèse des connaissances disponibles sur le fonctionnement hydrologique et hydrogéologique des milieux humides situé sur le périmètre de la nappe et en bordures (notamment marais de basse Crau, Marais d'Arles, Marais du Vigueirat et Marais des Baux) et de faire le lien (lorsque les données le permettent) avec l'état écologique de ces milieux
- définir précisément les besoins de connaissance des différentes gestionnaires et partenaires institutionnels,
- consolider le diagnostic par de l'acquisition de données si besoin sur l'origine des eaux (nappe, canaux, précipitations locales) et sur la quantification des flux d'eau.
- Elaborer un cahier des charges pour déterminer les volumes d'eau (des canaux et de la nappe) nécessaires et les caractéristiques associées au bon état de conservation des habitats et des espèces de ces milieux naturels et identifier quel type de projet faut-il monter pour y répondre (ingénierie classique ou projet de Recherche appliquée)
- Identifier la structure porteuse du projet
- Définir les coûts et établir un plan de financement
- Contribuer aux études SOCLE Métropole et Grand Delta du Rhône en apportant un diagnostic des entités GEMAPI dépendant de la nappe de la Crau

- Cette phase préalable devra permettre de rassembler les conditions pour engager sans délais l'opération n°2 de la fiche C3-5 dans le cadre de la phase 2 du Contrat de nappe.

Mise en œuvre 2018	Priorité 2019
<ul style="list-style-type: none"> - Lancement et suivi de l'étude à partir du 1^{er} octobre - Achat sondes, échelles 	<ul style="list-style-type: none"> - produire une synthèse des connaissances disponibles sur le fonctionnement des milieux humides situé sur le périmètre de la nappe et en bordures (notamment marais de basse Crau, Marais d'Arles, Marais du Vigueirat et Marais des Baux) - définir les besoins de connaissances nouvelles, - consolider le diagnostic par de l'acquisition de données si besoin - Elaborer un cahier des charges pour déterminer les volumes d'eau (des canaux et de la nappe) nécessaires et les caractéristiques associées au bon état de conservation des habitats et des espèces de - identifier quel type de projet faut-il monter pour y répondre (ingénierie classique ou projet de Recherche appliquée) - Identifier la structure porteuse du projet - Définir les coûts et établir un plan de financement - Contribuer aux études SOCLE Métropole et Grand Delta du Rhône - Rédiger la fiche à actions à inscrire dans la phase 2 du Contrat de nappe
Coûts : 11 000 € + 48 jours	Coûts : environ 12 000 € + 180 jours

Accompagner les politiques publiques

- Suivre l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques susceptibles d'interférer avec la ressource en eau souterraine (alimentation en eau potable et gestion des eaux usées, aménagement du territoire, pluvial, politique agricole...)

Mise en œuvre 2018	2019
<ul style="list-style-type: none"> - SAGE de la Durance - Mise à jour état des lieux du SDAGE Rhône Méditerranée - AGORA - SOCLE Métropole et Grand Delta - Participation à l'ANEB, le colloque national de l'ASTEE à Marseille, l'AHSP - Assise nationale de l'eau - Comité sécheresse - Dépollution SPSE 	Poursuite
Nombre de jours : 120 jours	Nombre de jours : non déterminé

- **Conseiller les porteurs de projets dans la prise en compte des questions d'eau dans leurs projets**

Objectifs :

- *favoriser une gestion durable de la ressource en eau*

Bénéfice pour les maitres d'ouvrage :

- *disposer d'outils et de services spécialisés clés en main et à moindre coût*
- *gagner du temps dans les procédures*

Mise en œuvre 2018	Priorité 2019
Avis CDAC ZAC des Gabins SCOT metropole : document de présentation des enjeux + réunion Avis BUT Salon Captage Moulès Note technique sur la mise en place d'un piézomètre dans le périmètre de protection rapproché du captage ZAC de la Crau GPMM : forage contamination bactériologique CEN PACA : Mare de Lanau hydrologie de la mare	- Modélisation du captage Ventillon - Bilan hydrogéologique/prélèvements agricoles - ...
Nombre de jours : 25	Nombre de jours :50

- **Sensibiliser aux enjeux de l'eau sur le territoire**

Objectif :

faciliter la compréhension des politiques menées

Mise en œuvre 2018	2019
- Publication des bulletins annuels et rapport d'activité - Mise à jour du site internet et de la page facebook - Participation à des manifestations : Istres Propre, Salon des Agricultures de Provence, Fête du Foin d'Entressen - Participation à l'émission de France 3 Vaqui et au Web documentaire de France nature environnement de La Crau : des trésors entre les cailloux	- Publication des bulletins annuels et rapport d'activité - Manifestations de sensibilisation sur la nappe de la Crau - Mise à jour du site internet et de la page facebook
Nombre de jours : 60 Coût : 6 000 €	Nombre de jours : 60 Coût : 6 000 €

Coordonner les différents acteurs du bassin versant pour promouvoir une gestion globale et concertée de la ressource en eau sur le territoire la Crau

- **Le CONTRAT DE NAPPE**

Objectif :

Coordonnée, planifier et programmer les énergies pour une gestion durable de la ressource en eau

Mise en œuvre 2018	2019
- mise en œuvre des actions sous MO SYMCRAU : SINERGI, SIMBA,	- poursuite des actions (SINERGI, SIMBA, suivi quali/quant)

- Accompagnement d'autres actions sous MO partenaires: étude sur le développement du Bio, développement observatoire citoyen, étude préalable au plan de gestion des étangs d'Entressen et de l'Olivier...	- Accompagnement d'autres actions sous MO partenaires - Révision à mi-parcours et programmation de la phase 2
Coût intégré dans les autres postes	Coût intégré dans les autres postes + 4000€ pour un stage de Master (révision mi-parcours)

- **Promouvoir une clarification des compétences des collectivités territoriales en matière de gestion de la ressource en eau**

Objectif :

Consolider les fondements juridiques des missions du Syndicat, conforter ses moyens financiers en les légitimant sur le plan juridique

L'année 2018 a mis en exergue un consensus partagé depuis l'échelon national jusqu'au niveau local : la gestion des ressources en eau locale dans la résilience des territoires face au changement climatique est un enjeu prioritaire.

Cependant la question des compétences exercées par les collectivités territoriales et leurs groupements dans le domaine de la ressource en eau, au sens large du terme pose clairement question. En pratique, ce questionnement s'est révélé un exercice redoutable.

Afin de consolider l'exercice des missions du SYMCRAU sur la base de véritables compétences et de conforter la participation financière des membres du syndicat et des financeurs publics, le SYMCRAU porte avec d'autres structures similaires une proposition visant une évolution législative.

C'est pour remédier à cette situation de fragilité juridique des organisations existantes et des actions menées, induite par la suppression de la clause de compétence générale, que le SYMCRAU porte, avec d'autres structures similaires, une proposition visant à définir une compétence partagée relative à la préservation et à la gestion de la ressource en eau, en attendant une définition plus systématique des compétences en lien avec le Grand cycle de l'eau.

Cette nouvelle compétence s'accompagnerait d'une redéfinition de la compétence relative au service d'eau potable posée à l'article 2224-7 I du CGCT en l'étendant à la gestion des ressources utilisées pour l'approvisionnement en eau potable.

Il s'agit légalement de permettre aux EPCI-FP ou à leurs syndicats d'œuvrer très directement en faveur de la protection et de la gestion des eaux destinées à la consommation humaine, impérativement à l'intérieur des périmètres de protection des captages, par la mise en place d'actions de lutte contre les pollutions diffuses et de gestion quantitative de la ressource, et de façon facultative au-delà de ces périmètres, aux côtés des Départements et des Régions, pour la gestion patrimoniale de la ressource en eau.

Mise en œuvre 2018	2019
- Participation à la rédaction d'une note technique et d'une proposition de loi - Promotion de cette proposition auprès d'acteurs institutionnels et de parlementaires	- intégration de la proposition dans les assises nationales de l'eau - participation à des colloques nationaux
3000€ + 40 Jours	3 000€ +40 jours

- **Étude stratégique, juridique et financière sur la politique de gestion de la ressource souterraine en Crau, sa pérennité, les scénarii d'évolution statutaire à envisager pour le SYMCRAU et les outils à mobiliser**

Objectif :

Consolider la structure de gestion qu'est le SYMCRAU, mieux gérer la ressource, consolider le transfert d'eau depuis le bassin de la Durance

Les questions à traiter dans le cadre de cette étude :

- Comment garantir la pérennité de la recharge artificielle indispensable pour sécuriser les usages de la nappe (notamment eau potable) ?
→ Comment rendre visible (sur le plan juridique) l'usage secondaire du transfert d'eau dans le partage de l'eau de la Durance ? Comment garantir des volumes pour l'eau potable (en tant qu'usage prioritaire) dans le transfert d'eau à vocation agricole existant ?
→ Quel mécanisme mettre en œuvre pour un financement plus équitable du transport de l'eau (quelle rétribution du service rendu par les canaux à vocation d'irrigation agricole)
- Comment préserver les surfaces en prairie pour leur fonction dans la recharge de la nappe ? Comment donner un cadre réglementaire plus fort pour mieux préserver les zones de sauvegarde ?
- Quels outils et leviers juridiques mobiliser pour répondre à ces questions ? Comment un outil de type SAGE pourrait-il y répondre ? Opportunité et freins d'un SAGE sur la Crau ?
- A quel titre les membres adhèrent (quelle compétence) ? Quelle est l'origine des compétences statutaires actuelles ? Quelles évolutions statutaires sont à entreprendre ?
- Quels leviers et outils juridiques mobiliser pour pérenniser les missions de gestion de la ressource portée par le Syndicat et ses moyens d'agir ?
- Quels sont les attentes des membres et acteurs institutionnels quant aux missions exercées par le SYMCRAU ?
- Sur quelle(s) compétence(s) fonder les missions du SYMCRAU ?
- Quels moyens consacrés aujourd'hui et nécessaires demain ?

Mise en œuvre 2018	2019
<ul style="list-style-type: none">- Cahier des charges- marché (prestations externalisées : juridique, conseil stratégique, communication)- Demande de subvention	<ul style="list-style-type: none">- réalisation de l'étude
20 Jours	66 000€ + 40 jours

Enfin un dernier projet sera à débattre dans le cadre du présent ROB, l'implantation des locaux du SYMCRAU dans un lieu pérenne. Outre la recherche d'une plus grande superficie pour les locaux administratifs, il s'agit d'ancrer la volonté du territoire à construire une politique de l'eau durable, en matérialisant un lieu emblématique dédié, capable d'accueillir les acteurs et le grand public. L'avancement du dossier ne permet pas de proposer une stratégie précise quant à ce projet mais il pourra être intégré à l'occasion d'un budget supplémentaire avec un débat spécifique.

2) Principes généraux de la construction du budget :

L'ensemble d'activités déployées jusqu' à présent, a permis d'affermir l'expérience, le savoir-faire, l'expertise du Syndicat et le SYMCRAU est maintenant reconnu pour cela. Au bout de 10 ans d'existence, des efforts considérables en matière d'acquisition de connaissance et un Contrat de nappe signé, c'est **une seconde étape dans la vie de cette structure**. Il faut l'aborder avec la responsabilité indispensable à une **gestion sereine et durable** de l'eau sur ce territoire.

Les orientations budgétaires doivent traduire à la fois la volonté et l'ambition d'une **gestion performante** et innovante mais aussi la **réalité économique** du moment ainsi que les perspectives d'avenir. Les orientations budgétaires suivantes permettent de prendre en considération ces éléments et d'avoir **une gestion équilibrée du Syndicat en assurant la continuité et le développement des missions**.

Les propositions budgétaires pour l'exercice 2019 s'inscrivent dans le droit fil des orientations pluriannuelles prises lors du DOB et du budget des années précédentes.

Pour mémoire, il avait été acté :

- ✓ La nécessité de **maintenir le dynamisme de la structure et la capacité d'expertise** en accompagnement des projets et donc de rechercher des recettes permettant d'assumer les dépenses maîtrisées mais croissantes inhérentes à la montée en puissance du Syndicat. Pour cela, **une augmentation de cotisations échelonnée sur trois exercices** a été souhaitée. Le premier pallié a été réalisé en 2017, les deux suivants concernant les exercices 2018 et 2019.
- ✓ Celle-ci permettant une montée en puissance du budget pour répondre au niveau d'ambition souhaitée par les collectivités et assurer la programmation du Contrat de nappe
- ✓ **La poursuite de l'effet levier des subventions**, déjà au maximum, permettant de réaliser **3 € d'intervention pour un 1 € de cotisation statutaire**.
- ✓ Le financement des services d'expertise et de conseil à l'échelle locale (inférieure à l'échelon communal) feront l'objet de conventions, dans un cadre juridique adapté, dont les aspects financiers sont basés sur les montants journaliers forfaitaires fixés par délibération 06/17 du 31 mars 2017.

3) Evolution des dépenses

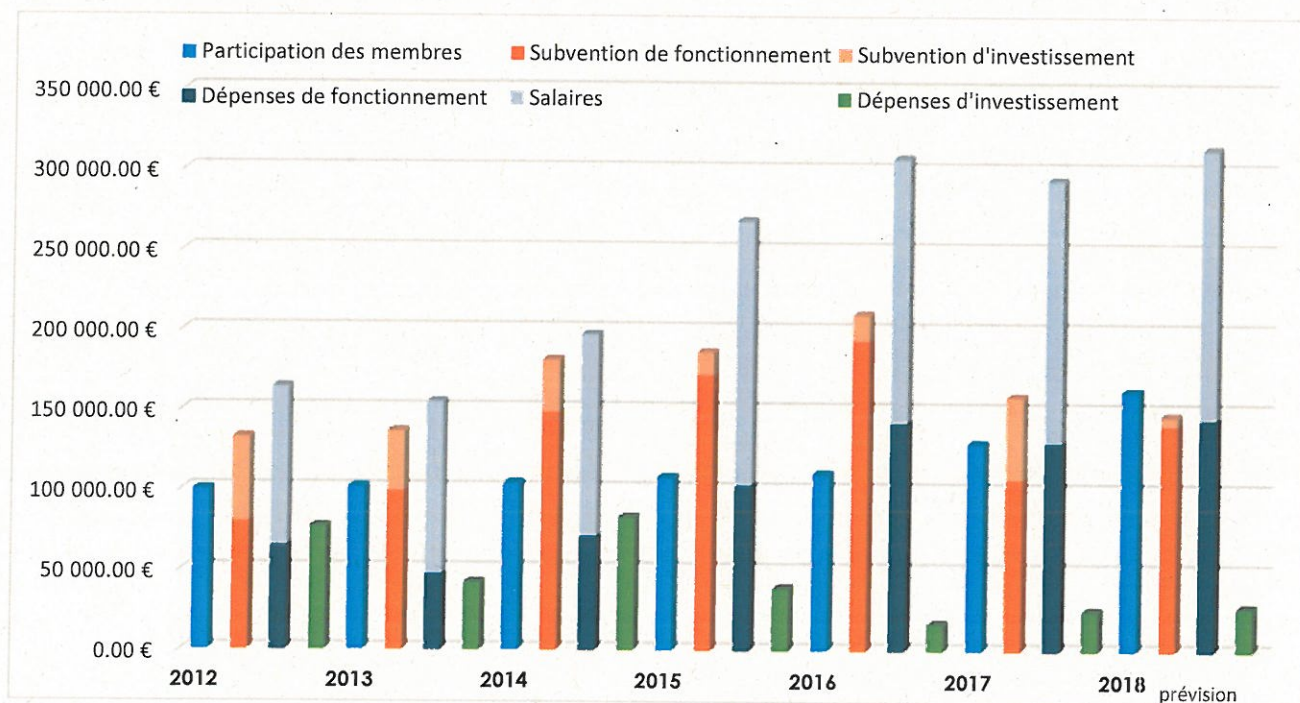


Figure 1 : Etat des dépenses et des recettes depuis 2012

3-1 La masse salariale

La masse salariale représentera plus de 50% des dépenses de fonctionnement en 2019 (cf figure 1). Ce qui correspond parfaitement au rôle confié au SYMCRAU, à savoir de disposer d'un pôle technique hautement spécialisé et mutualisé à l'échelle du territoire sur les questions de ressource en eau et leur prise en compte dans les différentes politiques publiques.

En 2018 de janvier à septembre, le SYMCRAU fonctionne avec 4 postes permanents pourvu partiellement. En effet, sur 3,8 Equivalents Temps plein, seulement 3,3 sont réellement pourvus:

- ✓ **3 Ingénieurs territoriaux** avec des profils hydrogéologues dont deux sont à 80% (temps partiel de droit en charge de la modélisation de la nappe, du suivi des dossiers d'aménagement du territoire et des études ERS et SINERGI) et un temps partiel sur autorisation chargé de l'observatoire de la nappe, des réseaux de suivi et du projet SIMBA), le troisième poste à temps partiel est sur autorisation à 90% (en charge de la direction du Syndicat et de l'animation du Contrat de nappe)
- ✓ **1 assistante administrative et financière** à temps non complet (poste 28 heures) en charge du suivi administratif et financier courant, de la gestion des ressources humaines et des carrières, de l'organisation des assemblées, ...
- ✓ **A compter du 1^{er} octobre, un ingénieur territorial** à temps plein est venu renforcer l'équipe, sur un emploi non permanent chargé de l'action C3-5 du contrat de nappe sur les zones humides pour un CDD de 1 an.

Pour 2019, 2 postes d'ingénieur (Direction et modélisation/gestion quantitative) seront maintenus et toujours pourvus respectivement à 90% et 80%. Suite à une démission, une redistribution des missions sera effectuée afin de recruter à un niveau technicien.

Enfin, les besoins en matière de communication et de pédagogie à l'environnement sont de plus en plus prégnants. L'équipe technique ne dispose pas de compétences professionnelles requises ni de temps à consacrer à la transmission du savoir disponible et à la sensibilisation. La concertation réalisée dans le cadre du Contrat de nappe avait montré la marge d'amélioration que le SYMCRAU avait à franchir en la matière. Pour cela un volet E dédié avait été constitué. A mi-parcours du Contrat, la mise en œuvre de ce volet demeure faible faute de moyen. Afin de respecter les engagements pris et d'améliorer l'efficacité des actions, il est envisagé de professionnaliser la communication du Syndicat à travers la mise en place d'un CDD de 12 mois sur un recrutement pour accroissement d'activité. Cette mission temporaire, permettra de conduire l'élaboration de la stratégie « Information, sensibilisation, éducation et Formation » identifiée dans le Contrat de nappe.

NOTA : Bien que le besoin en matière communication/sensibilisation soit pérenne, il est proposé seulement un CDD au regard de la difficulté croissante à assurer des subventions sur les postes. En effet le SYMCRAU a dû faire face en 2018 au désengagement de la Région sur les missions de suivi en régie (30% sur 1 poste). La pérennisation de ce poste devra être étudiée en fonction des conditions d'aide à venir et de l'effort que les membres souhaiteront consentir.

Ainsi, une évolution des charges de personnel est prévue en 2019, elles s'élèveront à environ 268 000 €.

3-2 Le budget de fonctionnement consacré aux actions

L'activité du SYMCRAU dans les prochaines années s'inscrit toujours dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'actions du Contrat de nappe avec, outre la poursuite des activités permanentes, principalement la mise en application de l'ERS, l'étude SIMBA, l'étude SINERGI et le déploiement du volet « sensibilisation du Contrat », mais également à une évolution juridique du syndicat et aux orientations politiques associées.

Pour l'année 2019, le budget dédié aux actions s'élèvera à environ 215 000€.

Les partenaires financiers se sont engagés dans le Contrat de nappe à accompagner ces projets à hauteur de 80%. Ainsi, l'effort d'autofinancement sollicité par les actions est plus faible que celui sollicité par la masse salariale moins subventionnée.

3-3 Evolution des charges de fonctionnement

Les charges de fonctionnement ont également augmenté progressivement depuis la création du Syndicat en lien avec sa mise en place, ainsi que le recrutement d'agents. Cette augmentation est toutefois nettement amortie en 2019 autour de **55 000€ soit moins de 8% du budget total**.

3-4 Le budget d'investissement

Le budget d'investissement est généralement plus faible que le budget de fonctionnement (CF figure 1). Ceci s'explique encore une fois par les **missions statutaires du SYMCRAU davantage orientées vers des études, des suivis et un capital humain spécialisé** (donc du fonctionnement).

Les investissements réalisés par le SYMCRAU depuis sa création correspondent donc à du matériel informatique, trois véhicules, des études préalables à des travaux, des travaux de forage et des équipements d'hydrométrie.

Pour 2019, des dépenses d'investissement sont à prévoir suite au projet SIMBA pour la création de plusieurs points de surveillance de l'intrusion marine (forages + équipements avec des sondes spécifiques). Des dépenses de matériel de bureau et informatique, ainsi que l'achat de logiciels spécifiques sont également envisagées. Ainsi les **dépenses d'équipement seront temporairement et ponctuellement en augmentation par rapport à l'année précédente** (CF figure 1).

Ainsi, les **dépenses d'investissement s'élèveront en 2019 à environ 110 000 €** (hors amortissement)

Aménagement de locaux pérennes

A moyen terme (2020-2021), le **SYMCRAU devrait déménager dans de nouveaux locaux** adaptés à son activité dans une logique d'installation pérenne. Le projet, dès qu'il sera finalisé, **pourrait nécessiter une dépense importante et nouvelle en section d'investissement**. Il faudra rechercher alors, auprès de partenaires voire d'organismes financiers, des financements correspondants. Ceci pourra faire l'objet d'un budget supplémentaire.

4) Endettement

Le SYMCRAU a réussi la montée en puissance progressive liée à sa création **sans contracter d'emprunt** tout en s'équipant et en réalisant des travaux.

Le projet **d'installation pérenne dans des nouveaux locaux** ci-dessus évoqué, **pourrait nécessiter à moyen terme de contracter un emprunt** pour des travaux d'aménagement. Toutefois, s'il s'avère nécessaire de recourir à l'emprunt après déduction des subventions, l'objectif sera de rechercher un niveau de mensualité proche des dépenses actuelles de locations immobilières (près de 11 000€/an).

5) Encadrement du chiffrage des ressources

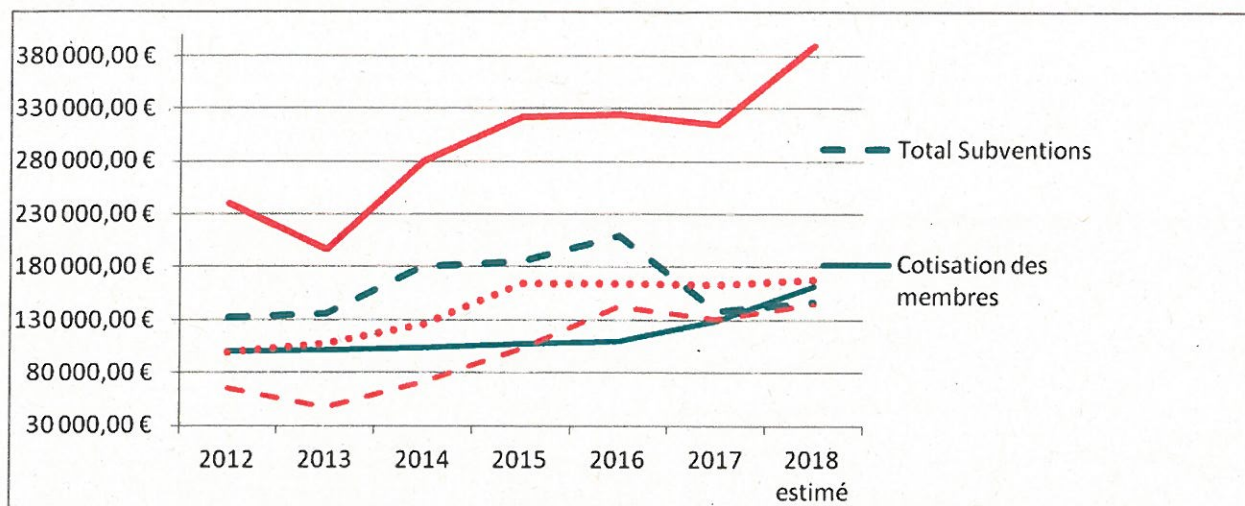


Figure 2 : Evolution des dépenses et de recettes

5-1 Les subventions :

Un effet levier est systématiquement recherché par la mobilisation de co-financements de l'Agence de l'Eau, de la Région et du département sur les postes techniques et les actions que met en œuvre le SYMCRAU. Si bien que **pour 1€ de cotisation statutaire, le SYMCRAU réalise 3 € d'intervention (Cf figure 2)**

1€ de contribution statutaire = 3€ d'interventions

Ainsi, malgré le désengagement des crédits européens FEDER en 2013, **l'évolution des subventions a suivi l'évolution à la hausse des dépenses liées aux actions et aux postes** (cf figure 2 ci-dessus) avec un décalage dans le temps lié au système de versement après paiement (qui nécessite une trésorerie suffisante). C'est **grâce à cet effet levier que le SYMCRAU a pu monter en puissance**, multiplier par 3 son niveau d'intervention et par 4 sa masse salariale **sans l'évolution des cotisations**. Il est à préciser que la mobilisation de cofinancements a atteint un maximum qu'il conviendra d'entretenir.

Le **Contrat de nappe permet d'avoir une visibilité pluriannuelle** des subventions qui continueront de conforter les recettes du Syndicat sur les actions généralement à hauteur de 80% des projets. Sur les postes, seules les subventions de l'Agence de l'eau devraient se maintenir.

En 2019, le montant des subventions de fonctionnement s'élèvera à environ **248 000 €** correspondant essentiellement à des soldes de subventions pour les études SIMBA, SINERGI et le solde des postes, ainsi que des acomptes sur le suivi de la qualité et la quantité et l'étude stratégique.

En investissement, **59 500 €** de subventions sont attendus et correspondent aux soldes d'investissement des études SIMBA (création de piézomètres et installations de sondes pour suivre le biseau salé), et zones humides (achat de sondes).

5-2 Les cotisations statutaires des membres :

La répartition des cotisations des membres est définie par application d'une clé fixée dans les statuts. La montée en puissance du Syndicat est liée à son déploiement progressif depuis sa création. Actuellement toujours en dynamique de progression au bout de 10 ans d'existence, **les sollicitations des membres et des partenaires institutionnels demeurent croissantes.**

Jusqu'en 2017, les cotisations des membres ont été relativement stables (une seule augmentation significative en 2011). Les figures 1 et 2 montrent bien cette stabilité des cotisations alors que l'activité du Syndicat est en croissance constante du fait de la demande

croissante des membres. **L'optimisation de l'effet levier des subventions ci-dessus évoqué a permis de supporter cette situation mais celle-ci est aujourd'hui poussée au maximum.**

Une concertation a été réalisée lors de la préparation de l'exercice budgétaire 2017 afin de débattre des mesures à mettre en œuvre (arbitrage entre les missions et/ou augmentation des cotisations statutaires).

Le Comité Syndical a acté les orientations suivantes lors du DOB 2017 :

- ✓ La nécessité de **maintenir et poursuivre le déploiement opérationnel des missions** du Syndicat à travers les études structurantes (SINERGI et SIMBA), les missions de conseil et d'expertise auprès des membres et partenaires institutionnels, la mise en œuvre du Contrat de nappe, les actions de coordination avec les autres politiques publiques ou les autres échelles (Durance, SOCLEs,...), l'engagement d'une politique de sensibilisation à la préservation de la nappe de la Crau (volet E du Contrat de nappe),
- ✓ La poursuite d'une **gestion rigoureuse des dépenses**,
- ✓ Le **maintien de l'effet levier généré par les cofinancements recherchés systématiquement**,
- ✓ En enfin, une **croissance des participations statutaires lissée sur trois exercices à compter de 2017, avec pour objectif d'atteindre 170 000 € de cotisations en 2019.**

Dans le droit fil, de ces orientations, il est envisagé un montant global d'environ **172 500€ de participations statutaires pour l'année 2019**, soit une augmentation de moins de 18 200 € à répartir sur l'ensemble des membres.

Conclusion :

Lors de la concertation réalisée sur l'avenir du Syndicat, les débats ont fait émerger la nécessité de poursuivre la dynamique de déploiement du Syndicat visant la mise en œuvre d'une politique publique de l'eau durable.

Les orientations budgétaires pour l'exercice 2019 s'inscrivent dans le prolongement de celles retenues en 2017 et 2018, à savoir :

- ✓ Dans une situation établie de finances publiques restreintes, le SYMCRAU continue sa stratégie **d'optimisation des financements en assurant une gestion rigoureuse de ses dépenses en recherchant de manière systématique un effet levier avec des subventions** (permettant de réaliser 3€ d'intervention pour 1€ de cotisation statutaire).
- ✓ **Une mise à niveau des participations statutaires jusqu'en 2019.**

Grâce à cette stratégie le SYMCRAU, par son **capital humain spécialisé** et très investi dans ses missions, sa capacité à mobiliser les acteurs dans des dynamiques de concertation, à **monter des projets et leurs financements** liés, accompagne le territoire dans la mise en œuvre **d'une politique de l'eau assurant une alimentation en eau durable et respectueuse des milieux naturels, au bénéfice des habitants avec des coûts maîtrisés.**

Le rapport entendu, le Comité Syndical est invité à :

- Approuver la délibération qui prend acte de la tenue du débat d'orientations budgétaires 2019 présenté sous forme de rapport.